ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2025

UN MEILLEUR ENCADREMENT DU PACTE DUTREIL - (N° 1341)

AMENDEMENT

N° CF13

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE UNIQUE

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Le septième alinéa est remplacé par les alinéas suivants :

"3° Le premier alinéa du c du 3 est ainsi modifié :

- a) le mot : « quatre » est remplacé par le mot : « huit ».
- b) A la fin de l'alinéa, ajouter la phrase suivante : « À échéance de la durée de conservation obligatoire par l'héritier, donataire, légataire, l'administration fiscale opère une vérification que les titres ont été conservés sans interruption jusqu'à cette date, si tel n'est pas le cas, l'administration fiscale opère au recouvrement de la somme correspondant à la totalité de l'exonération. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NFP propose d'instaurer un contrôle systématique par l'administration fiscale sur la conservation des parts du pacte Dutreil à l'issue de la période d'engagement par l'héritier. En cas de non-respect des engagements par l'héritier, il prévoit également le recouvrement des sommes correspondant à l'exonération fiscale initialement accordée.

Le pacte Dutreil permet la défiscalisation de la donation en ligne directe de 75% des parts d'une entreprise à la condition que l'héritier exerce une fonction de direction. Cette exonération fiscale massive pour éviter les cessions d'entreprises à la mort de son dirigeant propriétaire a démontré ses effets pervers, aux dépens de nos finances publiques. Cette niche est d'autant plus absurde qu'en cas de non-respect des engagements de l'héritier, l'exonération n'est même pas remise en cause.

Le pacte Dutreil abîme considérablement la progressivité des droits de succession. Comme le souligne la Cour des comptes dans son rapport de juin 2024, pour la transmission en ligne directe d'un patrimoine de 2,5 millions d'euros, alors que le taux moyen devrait être de 30%, le taux moyen effectif n'est que de 15%. C'est ainsi, à l'aide des mécanismes dérogatoires, 375 000 € qui sont soustraits à la puissance publique.

Les dispositions de la loi actuelle ne permettent d'une part pas de véritablement contrôler que les engagements pris par les héritiers, à savoir exercer une fonction d'exécution, et conserver les parts pendant au moins quatre ans sont véritablement tenues. Pis encore, les ambiguïtés permettent de globalement se soustraire à la remise en cause des avantages fiscaux obtenus plusieurs années en arrière, en ne remettant en cause qu'une partie, difficilement quantifiable, de l'exonération, et non sa totalité, ce qui aurait un effet dissuasif quant au respect de la parole donnée. Et encore faut-il que l'administration fiscale puisse constater que l'engagement n'a pas été tenu, ce qui est rarement le cas. En l'état, chaque héritier a donc tout intérêt à activer ce pacte, jouir de très généreuses exonérations, sans en respecter les contreparties.

Afin de financer la solidarité nationale et de mettre à contribution les grands héritiers dont le seul mérite est d'être bien né, nous proposons que l'administration fiscale procède systématiquement à la vérification des conditions, puis au recouvrement de la somme due liée à l'exonération en cas d'irrespect de la durée de conservation obligatoire par l'héritier.